



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

traitements

Question écrite n° 107618

Texte de la question

Mme Martine David attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur l'application de la loi d'orientation agricole et notamment de ses articles L. 253-1 et L. 253-7. En effet, en interdisant toute publicité commerciale ou recommandation pour des produits phytosanitaires comprenant des substances actives, ce qui partait d'une intention louable, ce texte empêche de nombreux jardiniers, agriculteurs et amis de la nature de diffuser leurs conseils pour l'utilisation de produits naturels. On aboutit ainsi à une situation paradoxale dans laquelle les purins d'ortie ou de presle ou encore l'eau savonneuse, utilisés traditionnellement pour lutter naturellement contre les insectes et autres herbes parasites, sont hors la loi, alors que des pesticides de synthèse, certes homologués, mais aux propriétés cancérigènes, neurotoxiques et reprotoxiques, sont distribués en toute légalité. Elle s'associe donc à l'incompréhension de nombreux jardiniers et professionnels de la nature pour réclamer que la recommandation de produits phytosanitaires artisanaux et traditionnels ne soit plus entravée. Elle lui demande donc de lui indiquer les mesures urgentes et pérennes qu'il compte proposer et prendre afin de redonner un avenir à ce mode de traitement naturel des plantes.

Texte de la réponse

Les produits antiparasitaires à usage agricole font l'objet d'un usage strictement réglementé depuis 1943. Cette réglementation a fait l'objet d'une harmonisation communautaire par la voie de la directive 91/414/CEE du 15 juillet 1991. Suivant cette réglementation, les produits phytopharmaceutiques, quelle que soit leur nature, doivent faire l'objet d'une évaluation des risques et de leur efficacité et d'une autorisation préalablement à leur mise sur le marché. L'objectif de ce dispositif est d'assurer un haut niveau de sécurité aux citoyens de l'Union européenne, aux applicateurs de ces produits et à l'environnement. Il vise aussi à garantir la loyauté des transactions entre le metteur en marché et l'utilisateur des produits considérés, notamment en procédant à une évaluation de leur efficacité. La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 n'a pas introduit de réforme sur les objectifs généraux de la législation en vigueur, elle améliore seulement la séparation entre évaluation et gestion des risques relatifs à ces produits à travers son article 70. Comme il ne peut être garanti a priori et par principe que des produits obtenus à partir de plantes sont sûrs pour ce seul motif, aucune dérogation sur l'obligation d'homologation préalable à la mise sur le marché n'a été prévue dans la législation communautaire. De nombreux exemples illustrent le fait que des plantes peuvent présenter des risques du fait des molécules qu'elles peuvent contenir. L'interdiction en matière de recommandation vise à préserver les intérêts des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques qui, du fait de cette recommandation, s'exposeraient à des sanctions pénales en utilisant des produits phytopharmaceutique non autorisés. Cette nouvelle disposition, qui complète celle relative à la publicité commerciale sur des produits de même nature, n'est pas restreinte à une catégorie de produit. Elle s'applique à tout produit phytopharmaceutique faisant l'objet d'une mise sur le marché. La mise sur le marché suppose une transaction (onéreuse ou gratuite) entre deux parties. Les préparations effectuées par un particulier pour une utilisation personnelle, telles que le purin d'ortie, n'entrent donc pas dans le cadre d'une mise sur le marché. En conséquence, il n'est pas plus interdit de recommander aux particuliers des procédés naturels que d'en donner la recette. Par ailleurs, l'élaboration par l'utilisateur final à la ferme ou au

jardin de ces préparations ne nécessite pas d'autorisation préalable. Le Gouvernement est conscient de la nécessité de trouver des solutions permettant de faciliter l'homologation des produits traditionnels de protection des plantes. Un groupe de travail traite cette question et, dans le cadre du projet de règlement visant à redéfinir les procédures de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, la Commission européenne propose des mesures de simplification pour l'évaluation des produits à faible risque. Ces mesures, comme l'ensemble du projet de règlement, sont actuellement examinées au Conseil et au Parlement européen.

Données clés

Auteur : [Mme Martine David](#)

Circonscription : Rhône (13^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 107618

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 octobre 2006, page 10948

Réponse publiée le : 12 décembre 2006, page 12969